COMBAT OUVRIER

ORGANE OFFICIEL DE L'USTKE

MENSUEL N°12
JUILLET 2008
100 Frs

TDF : le paradoxe calédonien

Utilisation des lacrymogènes et flash-ball à la troisième intervention des forces de l'ordre.

Actualité Syndicale

Page 4

GRÈVE GÉNÉRALE *(29 mai)*
L'hypocrisie de l'Etat

Page 5

CASINO JOHNSTON :
La direction n'avait pas respecté ses engagements

Espace Militant

Pages 10-11

TÉMOIGNAGE :
Hommage au Grand chef Thean louen

Actualité Régionale

Page 15

ILES COOK :
Putsch manqué des nobles

SOMMAIRE...

Dossier Politique

Le Directoire politique du Parti Travailliste : Gô... Wakê

Pages 8-9

Actualité syndicale

- Grève générale du 29 Mai : L'hypocrisie de l'Etat — **Page 4**
- SIC : La justice tranchera — **Page 5**
- Casino Johnston : La direction n'avait pas respecté ses engagements ! — **Page 5**
- TDF : La direction ignore le rééquilibrage et l'emploi local — **Pages 6-7**
- Bonniface Acma : Arrêt maladie... en congé forcé — **Page 7**

Espace militant

- Témoignage : Hommage au grand chef Thean Iouen — **Pages 10-11**
- Conférence : Rocard répond à la question d'indépendance — **Page 11**

Echo des fédés

- Comité directeur : Redynamiser l'Union Provinciale Nord — **Page 12**
- Bureau élargi : Point sur les différents conflits — **Page 13**
- Conseils syndicaux extraordinaires : Rappel sur le fonctionnement de l'USTKE et de ses structures — **Page 13**

Actualité internationale

- L'inflation : l'inquiétant retour — **Page 14**

Actualité régionale

- Brèves : Australie, Mélanésie, Iles Cook — **Page 15**

Directeur de publication : Gérard Jodar
Responsable de la rédaction : Alain Trupit
Rédaction : Ingrid Chanene
Conception et réalisation : SCOV
Photos : Ingrid Chanene
Impression : E.I.P.
Tirage : 2000 exemplaires
Journal en vente au siège de l'USTKE au prix de 100 Frs.
✆ 27.06.55 / E-mail : comustke@hotmail.com

Service public... intérêt privé

Il faut bien le reconnaître, les institutions publiques ont une fâcheuse tendance à sous-traiter bon nombre de services publics au profit de grands groupes français. Il en est ainsi de l'eau, de l'électricité, des ordures ménagères ou du transport.

C'est dans cette logique que le transport de passagers du grand Nouméa a été attribué sous forme de délégation de service public par la Province Sud à la société CARSUD du groupe Véolia, déjà présent à la CSP. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le résultat est catastrophique. Un réseau mal desservi, des tarifs trop élevés, un nombre insuffisant de bus et de chauffeurs rendent ce mode de transport public totalement inadapté aux besoins réels des usagers donc de la population. Et pourtant, la Province Sud injecte déjà plus de 400 millions par an sous forme de subvention dans CARSUD.

On peut dès lors se poser la question du choix à faire pour qu'enfin les usagers puissent circuler en dehors de toutes les contraintes qui leur sont imposées aujourd'hui.

En premier lieu, il faut être réaliste. Véolia n'est pas là pour faire du social mais pour gagner de l'argent. En second lieu, la Province Sud n'a plus d'autre solution que d'augmenter ses subventions si elle veut réellement mettre à disposition de sa population un vrai service public de transport.

Alors pourquoi dans ces conditions cette même Province ne reprendrait pas directement à son compte la gestion de ce transport ? Contrairement à Véolia, elle ne doit pas avoir une logique de profit et elle pourrait mettre en œuvre une politique de transport cohérente. Il faut, dans ce genre de dossier, savoir faire les choix qui s'imposent ; ceux qui vont dans le sens de l'intérêt général.

La Province Sud a les moyens de mettre en place une régie de transport public, seul outil capable de nous offrir un service public digne de ce nom, qu'elle le fasse !

Le Président de l'USTKE, Gérard Jodar.

ÉDITO...

Grève générale du 29 mai 2008

L'hypocrisie de l'Etat

Jeudi 29 mai : une journée de grève générale qui tourne court face aux forces de l'ordre. Yves Jégo, le remplaçant d'Estrosi, prône le dialogue durant sa visite de cinq jours au pays mais en même temps, il nous tourne le dos en nous envoyant les forces de l'ordre.

Rassemblement des camarades devant l'entrepôt de Carsud à Normandie, le matin du 29 mai dernier.

"On fait du syndicalisme pour créer un rapport de force dans les entreprises. On fera en sorte de faire passer le message à Jégo " , a répété Gérard Jodar. Deux jours avant l'arrivée de Yves Jégo, le nouveau secrétaire d'État à l'Outre-Mer, le président de l'organisation syndicale interpelle une énième fois les représentants de l'État lors d'une conférence de presse concernant le conflit de Carsud. Vu que l'USTKE souhaite depuis plus de six mois trouver un terme à ce conflit, Mr Jégo a été averti plusieurs fois en France par des organisations syndicales concernant la situation de Véolia en Kanaky.

De même, le premier ministre, François Fillon, a été saisi officiellement par Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. A deux reprises, le nouveau secrétaire d'État à l'Outre-Mer s'était engagé à ce qu'un deuxième émissaire vienne rencontrer l'USTKE au pays. Mais manifestement, rien de tel n'a été fait.

Interpeller l'État sur le rôle qu'il peut effectuer dans le règlement du conflit de Carsud. Hélas, au lieu de nous envoyer des émissaires de Véolia, il nous envoie les forces de l'ordre.

Une grève générale est lancée à minuit le Jeudi 29 Mai pour 24 heures. Plus de 500 camarades se rassemblent aux aurores près du dépôt de Carsud. Chaque fédération s'organise afin d'informer leurs adhérents.

Rendez-vous est donné en face du Haussariat pour un meeting alterné en musique. Sur place, des visites protocolaires s'organisent dans la maison de l'État. A l'entrée de la ville, à l'angle de l'Institut Pasteur et de l'immeuble Yékawé, plusieurs camions de gendarmes et de policiers empêchent nos militants d'accéder au Haut Commissariat alors que les préparatifs du Jeudi du Centre Ville battent leur plein sur la Place des Cocotiers.

Nos camarades s'approchent des mobiles encagoulés et protégés par leurs casques et boucliers. Certains poussent les boucliers, les forces de l'ordre ripostent et lancent des grenades lacrymogènes pour disperser la foule. Nos camarades ne veulent pas en rester là, ils dressent une grande toile de tente au milieu de la chaussée, tandis que d'autres retournent au contact avec les forces de l'ordre, nouvelle échauffourée.

Une fumée fluorescente de couleur rose virant au rouge s'échappe derrière les véhicules bleus. C'est le signal d'une charge imminente, mais nous ne sommes pas censés le savoir !

Résultats de la répression : l'arrestation d'un de nos militants, un blessé léger au pied dû à l'explosion d'une grenade lacrymogène, plusieurs d'entre nous ont été asphyxiés, sans compter les nombreux visiteurs et exposants qui sont venus pour le Jeudi du district de Gaïtcha. Choqués, de nombreux passants, et surtout des jeunes, n'ont pas compris ce qui se passait au coeur du Centre. Ne valait-il pas mieux nous laisser à notre meeting en musique face au QG de l'Etat plutôt que d'en arriver là ?

Le jour du départ de Jégo, près de deux cent mobiles ont été postés entre le Péage de Koutio et Tontouta, et deux tireurs sur les toits de l'aéroport international : une belle leçon d'hypocrisie de la part de l'Etat. Cinq jours à prêcher une reprise de dialogue avec l'USTKE, tout en nous envoyant les forces de l'ordre. Quelle hypocrisie ! ■

Peu avant 16 heures, après la première riposte des gendarmes mobiles, les camarades essayent en vain de monter une grande toile de tente au milieu de la chaussée.

Licenciement à la SIC

La justice tranchera

Licenciement pour l'un de nos adhérents à la SIC. Trois blocages du siège principal au début du mois de Juin. La Fédération Commerce et Divers suit le dossier de près. Elle a réagit en effectuant des démarches auprès de la direction.

Plusieurs banderoles, dont celle de la Fédération STKE Commerce, pour dénoncer le licenciement d'un adhérent de la section SIC/STKE.

" *Selon la direction, notre adhérent aurait soudoyé un entrepreneur. C'est lui qui attribue les marchés aux différents patentés qui travaillent pour la SIC. Un des patentés aurait porté plainte au tribunal pénal* " a indiqué Edwin Avaemai, le secrétaire général de la Fédération Commerce STKE.

Au moment des faits, le patenté en question aurait enregistré la conversation. Une preuve sonore qui pourrait servir au tribunal, mais qui reste non valable pour la Fédération Commerce. Jusqu'à ce jour, aucune preuve écrite n'a été notifiée aux représentants syndicaux STKE Commerce qui suivent le dossier.

La position de la direction suite à cette affaire portée au tribunal a été le licenciement de notre adhérent. La Fédération Commerce a marqué à trois reprises son mécontentement : blocage du siège de la SIC situé au quartier Latin.

Des discussions ont été quand même menées entre les deux parties durant deux semaines. La justice délibèrera dans les prochains mois. D'une part " *la direction n'a aucun élément prouvant sa culpabilité ! A savoir les preuves du vol, les factures...* ", a fait remarqué Edwin Avaemai. D'autre part, " *s'il s'avère qu'il est coupable, on s'est accordé avec la direction qu'il sera licencié sans indemnités* ", a-t-il ajouté. Mais nous n'en sommes pas encore là. Affaire à suivre… ■

Débrayage à Casino Johnston

La direction n'avait pas respecté ses engagements !

La section de Casino Johnston durant leur mouvement de débrayage du 2 au 6 Juin dernier.

Début Juin, les camarades de la section de Casino Johnston débrayent une semaine à l'entrée de leur lieu de travail. Raison de leur mouvement : le non respect d'un engagement de la part de la direction d'embaucher une caissière pour un contrat de 30 heures en CDI (Contrat à Durée Indéterminée) à partir du 1er Mai dernier.

" *La direction avait argumenté son refus pour des absences qui sont pourtant justifiées par des certificats médicaux. Mais elle lui reconnaît la qualité de fournir du bon travail* ", a précisé Rémy Léanga, le délégué syndical de Casino Johnston. Finalement, les négociations ont repris à la mi-Juin, et un protocole d'accord a été signé le 19 Juin mettant fin au conflit. La direction a accordé un nouveau contrat pour une période indéterminée à notre adhérente. Signalons par ailleurs, que la section remercie les camarades qui ont apporté leur solidarité durant le conflit. ■

Grève à TDF

La direction ignore le rééquilibrage et l'emploi local

Mardi 8 juillet, c'est la troisième intervention des forces de l'ordre sur le piquet de grève de TDF au Mont-Coffin. Cette fois-ci, après un pourparler avec nos représentants syndicaux, les forces de l'ordre ont, une fois de plus, usé de leur pouvoir afin de nous éparpiller vers la Croix de La Lorraine et dans les rues du Quartier Latin.

La centaine de militants présents dès le matin sur le piquet situé en haut de la colline surplombant la station de RFO ont été immédiatement sommés de dégager les lieux à 9 h 25.

Trois de nos militants ont été placés en garde à vue. L'un des grévistes, Romain Guyane, qui possédait un appareil photo numérique a été arrêté puis remis en liberté un peu avant midi. Les policiers lui ont confisqué sa carte mémoire car celle-ci montrait les exactions des policiers sur l'une des voitures d'un de nos militants. L'une de nos camarades a été blessée lors de l'intervention des gendarmes.

Après la venue en Kanaky de l'ancien Premier Ministre, Michel Rocard, artisan des accords de Matignon-Oudinot, puis la visite des membres de la mission du dialogue, mais également la célébration le 26 juin dernier, par un jour chômé dans la Fonction Publique, du 20ème anniversaire de la signature de ces accords, TDF, Télédiffusion De France, apparaît comme la vérité criante d'une situation coloniale encore bien présente en Kanaky. Cette entreprise chargée de la diffusion des programmes radio et TV de RFO, son principal client, achemine le son et les images via son réseau de relais implanté sur tout le pays.

Après un pourparler avec nos représentants syndicaux, les forces de l'ordre ont fait usage de leur pouvoir contre les militants.

Sur les deux dernières années, six agents locaux sont partis à la retraite.

A ce jour, TDF a remplacé, ses six départs que par un seul recrutement local. Après plus de 20 ans de présence sur le territoire, TDF et sa direction ont du mal à évoluer avec l'histoire locale et ignorent la question du rééquilibrage et les accords dont elle est issue. TDF ne compte aujourd'hui aucun Kanak dans ses effectifs. Dans cette logique, elle a renforcé son effectif, d'encadrement métropolitain, au détriment d'un poste occupé par un local. Le niveau de certains techniciens et cadres expatriés est compris entre le baccalauréat et le bac + 2, souvent inexpérimentés, que l'on pourrait trouver au pays. Alors que notre pays vient d'applaudir son millième « cadre avenir ».

Un manquement aux accords politiques

Monsieur le Directeur de TDF, ne sachant probablement pas qu'il s'agit

TDF en chiffres

TDF n'emploie que 12 personnes dont 5 cadres, 1 secrétaire et 6 techniciens en Kanaky et y compris Wallis et Futuna.
1975 : création de TDF. Jusqu'en 1991, la société était une filiale à 100% de France Télécom. En 1987 : TDF devient une société anonyme.
A partir de 2002, évolution du capital de la société dont France Télécom ne détient plus que 36%. En 2005 nouvelle évolution du capital, puis en 2006 avec au final la quasi totalité du capital de la société détenue par des fonds pension américains (TPG détient 42%, CDC 24 % , Axa Private Equity 18 %, et Chaterhouse 14 %)
5 500 salariés dont 2400 à TDF SAS.
8100 sites dont 1400 hors France
Le chiffre d'affaire 2007/2008 dépasse le milliard d'euros.
Cet établissement public propriété de groupes financiers dont la principale préoccupation est de faire du chiffre. Derrière l'appellation TDF nous avons à faire à une multinationale, encore une, pour qui Kanaky est un marché qui rapporte.

là d'une opération de rééquilibrage née des Accords de Matignon-Oudinot de 1988 prolongée par l'Accord de Nouméa en 1998, pour la formation de jeunes cadres kanak (80 % des dossiers) afin de contribuer au partage des responsabilités dans les différents secteurs de la vie économique sociale et culturelle dans notre Pays. Un tel manquement aux accords politiques qui ont permis le retour à la paix civile dans notre Pays, constitue en soi un scandale, mais ne suffit pas à mesurer le caractère réfractaire de cette entreprise dont beaucoup localement ignorent le statut actuel. TDF continue de bénéficier des largesses obtenues grâce à son ancien statut. On ne compte plus le nombre de fois où les communes ont été sollicitées pour rétablir les pistes menant à ses émetteurs ou encore les mises à disposition gracieuses du foncier pour héberger ses pylônes. Tout cela n'a plus sa raison d'être avec le statut de TDF aujourd'hui qui monnaie ses services dans un secteur ou le projet de la TNT aiguise les appétits !

Exiger un service public équitable

Ajoutez à cela la qualité de service public qui ne peut être rendue pareillement selon que l'on soit à Nouméa ou à Pouébo, à Ponérihouen ou à Lifou. Toute l'équipe étant constituée de 6 techniciens actuellement basés à Nouméa sur les hauteurs du Mont Coffyn. Donc essayez d' imaginer le temps d'intervention qu'il peut y avoir en cas de panne des émetteurs entre toutes ces communes. Les habitants de ces villages cités plus haut sont dans leur droit d'exiger un service public équitable au bénéfice de tous les citoyens.

Et nous vous épargnons les descentes policières sur le piquet de grève du STKE/TDF au nom de la sacro sainte loi réservée au " site sensible " qui ne nécessite pas, semble t-il, de recours à un référé d'expulsion.

Il faudrait que la situation de TDF soit clarifiée, et que les institutions réfléchissent à nouveau sur le type de partenariat avec cette multinationale.

TDF et son directeur arrivés depuis le début de cette année, doivent aujourd'hui comprendre que le maintien tout comme le développement de sa filiale locale ne sont plus possibles sans les gens du pays et que le pylône du Mont Coffyn n'est pas la tour Eiffel tout comme Paris ne sera jamais Nouméa. Recourir au service des expatriés, à l'image de l'actuel responsable de la maintenance, aux pratiques douteuses, pour faire taire ces revendications légitimes émanant de son personnel, trouvera toujours en face l'USTKE.

L'USTKE qui lui rappelle qu'elle ne pourra sortir de ce conflit que par un protocole de fin de grève et que tant qu'aucune discussion ne sera engagée, son piquet de grève restera en place. ■

Au préalable du cahier de revendications, la section souhaite le départ du chef de maintenance.

Blocage à Boniface ACMA

Arrêt maladie... en congé forcé

Le 13 mai dernier, l'entreprise Bonniface Acma, à Ducos, s'est vue fermer ses portes par la Fédération Industrie. Motif principal de leur action : suite à un accident de travail du représentant syndical STKE, Jean-Luc Mafoa, en juillet 2007, la direction l'avait mis en congé alors qu'il devait le déclarer en accident de travail. Le patron devait donner une réponse à un réaménagement de son poste.

Mais voilà au bout de 8 mois, la direction n'a pas fait de démarche en ce sens. Le SMIT (Service Médical Interentreprise) et la Direction du Travail ont été avertis de la situation de notre camarade.

Début janvier de cette année, on lui a proposé un mi-temps thérapeutique aménagé sur deux mois : le matin à l'usine sur un poste bien défini (entre autre porter des charges moins lourdes) et l'après-midi consacrée à une rééducation, prise en charge par la Cafat. La Direction du Travail a ordonné à l'entreprise de revoir de nouveau l'aménagement du poste de travail de notre représentant syndical. ■

Fermeture des portes de l'entreprise qui est spécialisée dans les accessoires de manutention (cordages, chaînes, palangres, câbles...)

Directoire Politique Du Parti Travailliste

Gô... Wakê*

Après les bananeraies de Puevo (Pouébo), place aux caféries de Pwaraïriwa. Le troisième directoire politique du Parti Travailliste s'est tenue le 14 juin à Näwetaa dans un climat de franchise et de partage. En ligne de mire : l'assise du Parti Travailliste dans le paysage politique de Kanaky.

Le point sur les comités communaux

Quinze comités communaux sont en place (ou en voie) et les adhésions sont encore hésitantes. Malgré cela, l'implantation du Parti Travailliste dans chaque commune est en marche.

Ici à **Pwaraïriwa**, l'association " Ina Pwa " (dire et faire) est chargée de gérer les comptes du comité communal. Jean-Pierre Apiazari et Ariel Tutugoro ont été respectivement nommés secrétaire général et secrétaire générale adjoint. Le comité communal de **Pwoindiwimiâ** (Poindimié) existe déjà, organiser son fonctionnement devient une nécessité. Des camarades ont été sollicités pour renforcer le bureau. A **Wawilu** (Houaïlou) il ne manque plus que les sections de bases. Les élus de **Puevo** (Pouébo), commune aux couleurs du Parti Travailliste, entament depuis deux mois une tournée dans les tribus pour recueillir les doléances de la population. A **Kôôhnê** (Koné) quatre sections de bases et un comité communal ont été créés. Les jeunes sont séduits par un parti " qui ne se cantonne pas seulement aux paroles mais qui agit ". Le comité communal de **Voôk** (Voh) alerte le parti travailliste sur le blocage de Vavouto, un conflit qui oppose des propriétaires terriens à une multinationale. A **Koumac** l'oiseau fait petit à petit son nid, les structures s'organisent doucement… mais sûrement.

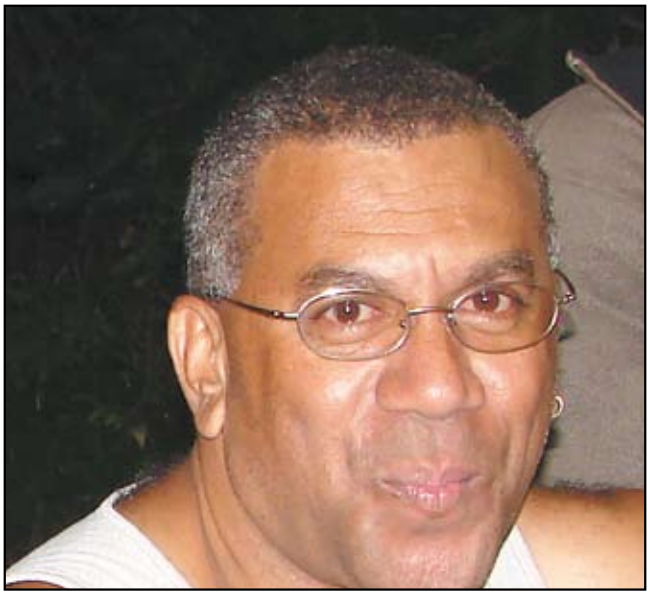
Une réunion d'information sera organisée prochainement à Poya pour notamment répondre aux questionnements de la population caldoche. Le comité communal de Païta chargé d'accueillir le séminaire du Parti Travailliste les 20 et 21 septembre prochain encourage d'ores et déjà les militants à réfléchir sur le thème de ces deux journées : " Comment gagner les provinciales en 2009 ? ". Auparavant, le comité communal du Mont-Dore organisera le 9 août le quatrième directoire du Parti Travailliste. Le comité communal de Dumbéa est en cours de création et les statuts doivent être validés par la mise en place d'une association. A Nouméa ce sont toujours les mêmes qui font preuve d'assiduité aux réunions. Le comité communal de **Iaai** (Ouvéa) demande l'organisation d'une réunion politique sur l'île. A **Nengoné** (Maré), la problématique de la communication a été évoquée, il reste encore à finaliser l'association. Le QG du Parti Travailliste est en place en ce qui concerne **Drehu** (Lifou), il est situé chez le vieux Buama à Qanono.

Le point sur les travaux de Näwetaa

Les militants se sont répartis sur deux ateliers qui ont privilégié deux approches pas du tout contradictoires… et complémentaires.

" Comment continuer à asseoir la dynamique du Parti Travailliste dans tout le pays ? ", telle était la question sur laquelle devait se pencher le premier atelier animé par Jean Claude Tutugoro. Son groupe de travail a choisi d'aller directement à l'aspect pratique (se baser sur ce qui existe déjà, ex : les comités communaux) sans pour autant délaisser le fond et la réflexion. Le Parti Travailliste a un avantage conséquent : celui d'être composé d'acteurs aux expériences différentes. Une richesse à exploiter. Avant de faire appel à un dispositif quelconque, le militantisme de terrain s'avère être l'approche la plus logique (chacun devrait être en mesure de parler du Parti et de ses fondamentaux).

La réflexion a également abouti à l'idée de constituer un comité temporaire dans les communes où le Parti n'est pas encore implanté. L'objectif est qu'en Octobre (pour le directoire de Lifou), le Parti Travailliste soit présent dans



Jean-Pierre Apiazari, responsable du Comité communal de Ponérihouen.

tout le pays. Sur le contenu " le temps de la contestation est passé, il faut maintenant la convertir en dynamique politique " (dixit un militant). La nécessité de tenir un discours sur les fondamentaux du Parti Travailliste s'impose d'elle-même. Des fondamentaux qui s'imprègnent de la lutte de l'USTKE et qui sont inscrits dans le préambule annonçant les statuts du Parti. Pour convaincre, il faut mener une analyse de la situation politique depuis les évènements et la création du FLNKS (Sommes-nous dans la même logique ? Dans quel sens avons-nous évolué ?). A l'issue de cet atelier une conclusion s'impose : le Parti Travailliste est la réponse à une situation politique trop formatée à la collégialité.

Le deuxième atelier, animé par Alphonse Pujapujane, a opté pour le débat à bâton rompu sur la question de **mieux prendre en considération la culture kanak dans la gestion politique et institutionnelle du pays.** Après décomposition de la problématique (en 4 sous thèmes), voici ce qu'il en ressort de ces échanges libres :

● Parler de la culture kanak, c'est parler de son lien à la terre. Une conception bouleversée quand on aborde la question du développement. Chaque Kanak est maître de son histoire et il n'a pas la notion de propriété privée.

● La culture Kanak à l'occidentale c'est un mode de vie, pour nous c'est une vie. Il n'y a que dans l'indépendance que l'on peut vivre pleinement notre vie, et notre culture qui s'exprime par l'échange.

● Inquiétudes : l'Accord de Nouméa a mis le Kanak au centre du dispositif. Cela ressemble à un piège car en réalité on vide nos structures coutumières de leurs substances. Va-t-on réellement vers l'indépendance ?

● A propos de l'hégémonie de certaines aires coutumières, même si tout converge vers les mêmes valeurs (un seul et même peuple kanak), les particularismes culturels sont des richesses qu'il ne faut pas tuer.

● La culture kanak n'est pas prise en compte au sein de certaines institutions de formation publique. Après avoir essuyé les appréciations défavorables du personnel enseignant, nos jeunes se sont orientés vers des voies de garages (ex : SEGPA).

● On ne peut plus corriger le droit français, il convient de faire l'inventaire des choses à construire pour l'indépendance de notre pays.

● Enseigne-t-on l'organisation sociale de la tribu à nos enfants ? (conseil des clans, chefferies).

● Nos autorités coutumières doivent avoir un compte rendu de nos actions politiques.

Les groupes de travail se sont mis d'accord sur un point : il devient nécessaire de nommer un porte parole officiel du parti pour ne pas avoir à recourir systématiquement aux responsables. Prochain rendez-vous, le 9 Aout au Mont-Dore… Gô wakê*. On compte sur vous ! ■

(*) Au travail !

Pwaraïriwa - Ponérihouen
Province Nord

Chef lieu administratif créé en 1879.
13 tribus implantées autour d'une embouchure.
3661 habitants (48% a moins de 20 ans)
Personnalités politiques :
Doui Matayo Wetta,
Wakolo Théophile Pouye,
Henri Wetta,
André Oue Gopea,
Simon Naaoutchoue.
4 élus du Parti Travailliste au conseil municipal :
Jean-Claude Tutugoro (conseiller),
Roberta Apiazari (conseillère),
Jean-Yves Nawa (conseiller),
Hubert Naaoutchoue (adjoint).

TÉMOIGNAGE

Hommage au Grand Chef Thean louen

Le Grand chef Thean louen André de la chefferie Aouvase et sénateur coutumier du pays Hoot Ma Whaap est décédé le 6 juin dernier à l'âge de 74 ans. De nombreuses personnalités lui ont rendu hommage lors de ses obsèques du 10 juin dernier à Koumac. Parmi elles, le vieux Joseph Karié Bouarat, ancien maire de Hienghène, un des coutumiers et accompagnateurs des chefferies Goa Bouarat, et Raphaël Mapou, conseiller au Sénat coutumier. Ils nous livrent leurs témoignages sur le parcours du " vieux Grand Chef ".

Témoignage de Raphaël Mapou

Il a toujours été dans la coutume. Il vivait à fond la coutume dans le district d'Arama. Il remplissait entièrement sa fonction de Grand-Chef.

Il a toujours côtoyé les instances décisionnelles du pouvoir entre autre avec l'Union Calédonienne.

Depuis la réforme foncière (dans les années 78-81), notamment avec la mise en place du Fer-de-Lance, Nainville-Les-Roches. Directement ou indirectement, il a été consulté par Jean-Marie Tjibaou, c'est un homme de parole, mais c'est plus un homme de terrain. Par exemple, il a toujours refusé de quitter le territoire et de participer aux discussions en dehors du pays !

Avant Nainville-Les-Roches en (1981) et après l'Accord de Matignon en 1988 avec la mise en place des Conseils d'Aires Coutumières, c'est l'un des vieux qui a encouragé la reconnaissance officielle et la mise en place des nouvelles autorités coutumières.

Il fait partie de ces vieux qui parlent toujours lors des grandes réunions. Par exemple celle qui a eu lieu en 1981 chez le grand chef Boula. Cette année-là, c'était la première fois que les grands chefs du pays se sont rencontrés à Lifou.

La colonisation a permis un émiettement du pouvoir traditionnel. Le régime de l'Indigénat a poussé les gens à se replier sur eux-même. Et quand l'Union Calédonienne est sortie, il y a eu cet engouement* porté par les structures traditionnelles.

*(*Processus de décolonisation)*

Toute la lutte institutionnelle a pris le dessus après cela. Après on arrive dans les années 70 où il y a eu l'émergence du mot d'ordre d'Indépendance Kanak et puis donc après (avec) Nainville-Les-Roches. Ils sont ressortis de là, en disant qu'il faut repositionné les institutions coutumières d'une certaine manière ! Ils ont réussi après 1988 avec la mise en place des Conseil d'Aires et du Pays Kanak. Et le Sénat Coutumier est venu parachever le tout en 1998.

Il est l'un des derniers vieux qui a porté la revendication Kanak au niveau coutumier. Il a connu l'UICALO, il suivait son père à l'époque (dans les années 50 à 70).

A partir des années 70, il est passé à un autre stade, il a porté la revendication Kanak au plus haut niveau. Son souci dans l' Accord de Nouméa, a été de préserver l'identité Kanak.

Le " vieux " André, aux grandes manifestations quittait rarement son chapeau de paille. Un amoureux de son pays, de sa culture, d'où l'acharnement sur le terrain ou dans les instances institutionnelles du pays. Il a été aux prémices de l'Union Calédonienne où il fût l'un des premiers délégués du Parti.

Témoignage de Joseph Karié Bouarat (ancien maire de Hienghène)

C'est un moment clé de notre histoire, le papa qui est parti, c'est une personne qui était connue ici dans l'Aire Hoot Ma Whaap, et même qu'il était connu dans toute la Calédonie. Il a fait partie de l'UICALO, il a créé l'Union Calédonienne. Et nous, nous sommes rentrés à l'UC dans les années 70. Il a participé à l'émancipation de l'Union Calédonienne. Son père a participé à la guerre de 39-45... Quand ils sont revenus de cette Guerre, ils ont créé le mouvement de l'UICALO à Canala. Son père l'a toujours emmené à ces rencontres. Je parle de la période de la guerre car nos vieux sont allés se battre pour la France contre l'Allemagne, et de retour au pays, ils ont vu que celui-ci était colonisé. C'est pour cela que le vieux papa s'est engagé dans le mouvement de l'AICLF et puis de l'Union Calédonienne.

On s'est demandé à ce moment-là que l'on soit respecté, nous ici ! Tous les vieux de l'UICALO puis de l'Union Calédonienne. Ces mouvements ont été initiés par toutes les chefferies de la Grande Terre et des Iles. Et c'est dans ce sens-là qu'il a travaillé au ni-

veau politique, religieux et coutumier (…)

Je l'ai côtoyé en 1975 en vue de la préparation de Mélanésia 2000. C'est lui qui était derrière Jean-Marie Tjibaou. Il disait à J-M Tjibaou de faire quelque chose pour que le monde entier voit que le pays bouge. Ce sont ces gens de l'ombre qui nous ont guidés…

En 1984, c'est le vieux également qui nous a montré le chemin avec Eloi Machoro et Yéiwéné. Il y avait aussi Jacques Yekawé. Ces personnalités étaient présentes dans les réunions pour faire évoluer la situation. En 1988, le vieux était là aussi. Il avait le cœur ouvert. C'était un chef qui a fait respecter nos droits. ■

(Témoignage de Joseph Karié Bouarat recueilli par Radio Djiido).

L'UC : L'Union Calédonienne

L'UICALO et l'AICLF
L'Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre (UICALO) de Rock Pidjot, d'inspiration catholique, et l'Association des indigènes calédoniens et loyaltiens français (AICLF) de Doui Matayo, d'inspiration protestante.
En 1953, à l'approche des élections au conseil général qui se tiennent le 8 février, l'UICALO et l'AICLF forment une liste commune sous le nom de l'Union Calédonienne, et avec pour slogan " Deux couleurs et un seul peuple ".

Le groupe Fer de Lance (GMFL ou GFL)
Une alliance de pays mélanésiens regroupant les Iles Salomon, PNG, le Vanuatu et le FLNKS. C'est une instance créée à l'initiative de Walter Lini, ancien Premier Ministre du Gouvernement de Vanuatu, en soutien à la lutte du Peuple kanak.
Officiellement créé en Mars 1988 à Port Vila. Accord de coopération économique renforcé par une volonté de solidarité entre ces pays mélanésiens. Cet accord est compatible avec l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) dont sont membres la PNG, les Iles Salomon et Fidji.

Nainville-les-Roches
Du 8 au 12 Juillet 1983, table ronde entre le Front indépendantiste emmené par J-M Tjibaou, le RPCR de J. Lafleur et le Gouvernement français représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Outre Mer, Georges Lemoine. Ce dernier, reconnaît aux Kanak le "droit inné et actif à l'indépendance et la reconnaissance des victimes de l'histoire ".

Conférence

Rocard répond à la question d'indépendance

Clairement affichée par des militants du Parti Travailliste et de l'USTKE, une grande banderole de couleur rouge a quelque peu perturbé le début de la conférence de Michel Rocard, l'un des artisans des Accords de Matignon. Présent, en fin mai dernier à Nouméa, c'est dans une salle pleine à craquer (plus de 1000 personnes) qui l'a expliqué à sa manière comment il a mené à terme les Accords Matignon, entre la tragédie d'Ouvéa et la signature de ces Accords. A la fois sur un ton grave et humoristique, il a conté l'Histoire des trois Hommes, Jean-Marie-Tjibaou, Jacques Lafleur, et de lui-même. C'est vers la fin de la conférence qu'il a donné sa réflexion sur la question suivante affichée par nos militants : Rocard, si l'indépendance n'a plus de sens " comme vous le dites alors pourquoi la France a-t-elle reconnu la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo ? ".

Tout s'échange, tout s'interchange

Rocard : " *Je veux me faire comprendre sur la question de l'indépendance. Je ne dis pas qu'elle n'a plus de sens, comme certains l'ont compris. Je dis que la conception ancienne, héritée de Clovis, basée sur la monnaie, l'armée et la justice, est aujourd'hui dépassée. Le monde a changé. Tout s'échange, tout s'interchange. Aucun pays ne peut traiter seul une crise bancaire ou boursière, aujourd'hui forcément internationale. En France, on a dévalué le franc 19 fois entre 1945 et 1987. A la fin, cette monnaie n'était plus tenable. Aucun pays ne peut affronter seul le terrorisme. C'est la même chose pour les armées. Si l'on veut sauver des vies au Dafour ou au Congo, il faut s'allier. On ne fait plus rien seul. Inversement, combien de guerres et de massacres ont été menés au nom des indépendances nationales.*
Mais ce constat est parfaitement compatible avec l'idée que les petits peuples, si petits soient-ils, puissent édicter souverainement les lois et les règles qui régiront leur vie, leur destin, et exprimeront leur identité sur la scène internationale. " ■

Point de vue

Monsieur Rocard,

Vous avez répondu dans une interview récente de fin avril dernier : que les enjeux du monde n'étaient plus à la portée d'un pays solitaire, qu'il fallait prendre la mesure du concept d'indépendance, que ce pays n'aurait jamais les moyens d'assumer le coût de toutes les compétences restant à lui revenir.

En résumé, que tout pour le mieux étant dans le meilleur des mondes marchands, nous n'avions plus intérêt, ni motif à réclamer notre indépendance.

Votre ignorance de la mentalité kanak n'a d'égale que votre fatuité occidentale.

Le monde que vous défendez, Monsieur Rocard, n'est plus en crise. Il est moribond. Que nous proposez-vous de ses enjeux actuels ? Le progrès ? La croissance ? La production matérielle et la consommation de masse ? L'occident en profitera. Mais nous, que nous restera-t-il ? Les cancers de Mururoa et des guerres claniques pour que des multinationales se partagent le nickel de Goro ou l'exploitation halieutique à l'image de Total en Birmanie ou au Gabon ?

En outre, le Kosovo, dont la France a favorisé l'indépendance, a-t-il plus de possibilités d'assurer son indépendance économique ?

Monsieur Rocard, le temps de l'occident est fini. Nos pères y ont cru lorsqu'ils sont partis défendre ce qu'ils croyaient être la patrie des droits de l'homme.

Nous, leurs enfants, nous ne vous faisons plus confiance.

Alors abandonnez cette suffisance verbale qui rappelle aux Kanak les discours des gouverneurs coloniaux : « Nous y'en a bons blancs qui savons tout et qui vont vous dire ce que vous devrez faire parce vous y'en a Kanak arriérés qui savez pas réfléchir… ». Ne pensez plus pour nous. Laissez-nous venir à notre façon dans l'histoire du monde. Avec notre propre conscience de la terre, notre conception de la vie et du bonheur, de la place de l'homme parmi ses frères et du monde de satisfaction de ses véritables besoins.

Laissez-nous poser notre pierre personnelle à l'édifice d'un pays multiracial. Et, en attendant, ayez l'humilité de cesser vos leçons de petit-maître d'école.

Kanakement vôtre,
Jacques Nyiteij.

Comité Directeur à Ponérihouen

Objectif : redynamiser l'Union Provinciale Nord

Initialement prévu à Poindimié, le Comité Directeur s'est tenu à la maison commune de la tribu de Näwetaa (Ponérihouen), le vendredi 13 juin dernier. Trois points étaient à l'ordre du jour : la situation sociale, le fonctionnement de l'USTKE dont notamment, la restructuration de l'Union Provinciale Nord. Les débats ont porté sur les dysfonctionnements de cette structure.

Les responsables des Unions Communales présents ont éprouvé le besoin de se retrouver prochainement afin de redynamiser leur structure provinciale ou communale. Il en est ressorti de ces débats fructueux pour les responsables des fédérations, que seule l'Union Communale de Ponérihouen a bien fonctionné ces derniers temps.

Il a été décidé que les membres du Bureau Confédéral allait se joindre aux prochains conseils syndicaux des fédérations qui rencontrent des problèmes de fonctionnement. Les premiers conseils syndicaux extraordinaires se sont tenus à partir du 26 juin, notamment ceux des Banques et de l'Enseignement. Le lundi 30 juin, ce sont les Fédérations Commerce et BTP qui font un état des lieux de leur structure. De même, la Fédération Port et Docks a réuni ses membres dans la salle de formation du syndicat, le vendredi 3 juillet dernier. Cela faisait un moment que cette structure fédérale ne s'était pas retrouvée pour débattre de sa situation interne.

Il est prévu pour toutes ces fédérations des rencontres afin de les redynamiser. ■

Redynamiser l'Union Provinciale Nord a été au centre des débats à la maison commune de Näwetaa.

" On a signé les Accords, il va falloir que ce mur tombe pour arriver à l'indépendance ", a indiqué Gérard Jodar, à la fin de son discours d'ouverture devant les camarades venus du Nord et de Nouméa. " Nous avons une culture de débat, il faut garder nos fondamentaux, c'est ce qui nous distingue des autres ", a-t-il rajouté.

Bureau Elargi

Le point sur les différents conflits

"*Le Conflit Carsud a coûté plus de 500 millions malgré quelques entraves… Des bus qui tombent en panne… Il faut lancer une grande alternative pour proposer des solutions. Le baril de pétrole a dépassé les 140 dollars…*", a lancé Gérard Jodar pour ouvrir le débat au Bureau élargi qui s'est tenu au Charley, le 28 juin dernier.

" *Sur le terrain politique, il faudra poser la problématique du transport. Proposer des solutions afin de poser des alternatives* ", a-t-il rajouté. Le conflit de TDF (cf. page 6) qui est en cours a été également évoqué par le Président de l'organisation syndicale ainsi que la grève de la DRH de Nouvelle-Calédonie où la revalorisation des salaires est remise en question par les agents. Rappelons que les grévistes se sont opposés à l'uniformisation des primes dans la fonction publique, qui génère un recul financier pour cette catégorie de salariés.

" *L'Oasis de Kiamu qui compte une dizaine d'adhérents STKE. Les salariés sont dans une situation difficile en ce moment dans cet hôtel* ", a informé Jacques Vacher, représentant de l'Union communale de Lifou, à l'assemblée présente.

" *Des retards de salaires d'un mois, des conditions de travail qui inquiètent les salariés. La direction de la Sodil ne cherche pas à redresser la situation* " , a-t-il ajouté. Un courrier sera adressé en ce sens à la direction.

Comme à l'accoutumé, la réunion s'est achevée par le rapport de la Commission financière. Mélanie Atapo, la Chargée des Finances a souligné le manque d'assiduité de certains trésoriers de fédération lors de la réunion qui précède chaque Bureau Elargi. ■

Une grève générale a été organisée le 15 juillet devant le Tribunal de Nouméa.
22 de nos camarades, et le Président, ont été jugés à la Cour d'Appel. Le délibéré se fera le 9 Septembre prochain.

Conseils Syndicaux Extraordinaires

Rappel sur le fonctionnement de l'USTKE et de ses structures

Suite au Comité Directeur à la tribu de Näwetaa à Ponérihouen (cf page 12) , il a été décidé que des conseils syndicaux extraordinaires se tiendront à la Centrale ou à la maison des syndicats à la Vallée-du-Tir.

Les camarades de la Fédération des Banques ont ouvert le bal des réunions le 26 Juin. Il a été de même pour la Fédération de l'Enseignement qui s'est réunie le même jour au lycée Jules Garnier. A signaler que l'USTKE compte 13 fédérations, et chacune d'elle a eu le même ordre du jour, notamment en ce qui concerne le fonctionnement de l'USTKE et de ses structures. Gérard Jodar a ouvert les discussions dans la plupart de ces réunions. A signaler par ailleurs, la tenue de deux réunions extraordinaires décentralisées au piquet de grève de Carsud, celle de la Fédération THT et de l'Industrie, en début Juillet.

Les différents secteurs d'activité ont été appelés à se mobiliser pour les tours de garde au piquet de grève de Carsud. Ici, les camarades du secteur industriel durant leur conseil le 2 Juillet dernier.

Réunis le 4 Juillet dernier, les camarades du Port et Docks ont surtout eux discuté de la situation politique du pays, "*mise à part un listing du nombre de cotisants dans leur secteur d'activité qui va être fait prochainement*" , a indiqué Jean-Paul Mandaoué, secrétaire général de la Fédération Port et Docks.

C'est la Fédération des Mines, Carrières et Métallurgies qui va clôturer cette session de réunions extraordinaires, le 17 juillet au local du CE de la SLN. ■

L'inflation : l'inquiétant retour

Oubliée depuis les années 1980, l'inflation est redevenue un sujet de démoralisation pour les consommateurs, de polémique entre banques centrales et gouvernements et de préoccupation pour le G8.

Ce qu'est l'inflation. La valse des étiquettes de quelques produits ne suffit pas à la caractériser. Qui dit inflation, dit hausse du niveau général des prix. Dans leur Dictionnaire des sciences économiques et sociales (Editions Belin), Janine Brémond et Alain Gélédan y voient un phénomène auto-entretenu, fondé sur des mécanismes macroéconomiques qui mettent en jeu l'interdépendance de l'économie : la répartition, la formation des prix, les systèmes de distribution...

Pour les monétaristes (1), il y a inflation (2) par la demande lorsque la monnaie est trop abondante par rapport aux richesses produites (la masse monétaire croît plus vite que le PNB (3) - en volume). Les variations de prix rétablissent alors l'équilibre. Pour les keynésiens(4), il y a inflation par la demande globale quand le système ne peut plus réagir aux variations de quantités de monnaie par un accroissement de la production. Les marxistes(5) , eux, voyaient une façon de lutter contre la baisse tendancielle du taux de profit.

Comment elle naît. Le regain d'inflation dans la zone euro, avec un pic à 4 % en juin, est dû, aux deux tiers, à la flambée des prix des matières premières agricoles et de l'énergie, portée par la demande des pays émergents. Côté agricole, la conjonction de facteurs (réduction des surfaces cultivées, aléas climatiques...) et de mouvements spéculatifs tire les prix vers le haut. Côté pétrole, les pays producteurs sont d'autant moins enclins à produire plus qu'ils sont payés en dollars, une monnaie dépréciée.

De plus, l'entrée rapide de la Chine dans le commerce international a tiré les prix des produits manufacturés vers le bas entre 2002 et 2006, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les effets déflationnistes(6) de la mondialisation(7) s'estompent, analysait Mathilde Lemoine, directrice des études économiques d'HSBC France, fin 2007. Elle décelait aussi, dans la chaîne des prix, des phénomènes de «contagion» des hausses, de la production à la consommation, encore à l'œuvre aujourd'hui. Des sources d'inflation domestique peuvent s'y ajouter, comme l'insuffisante ouverture des services à la concurrence en France.

Les gagnants et les perdants. Nocive pour tous à long terme, l'inflation n'est pas mauvaise à court terme pour les revenus des pays pétroliers ou de certains agriculteurs. Elle peut, ponctuellement, améliorer la situation des emprunteurs, mais cette amélioration cesse quand les taux d'intérêt réels remontent. En 2008, le gouvernement français bénéficiera d'un surcroît de recettes de TVA (9) (cet impôt étant assis sur les prix et non sur les volumes). Toutefois, la hausse des taux directeurs de la BCE, liée au regain d'inflation, alourdit, partout, la charge de la dette. Les salariés, en particulier les plus modestes, très exposés à l'augmentation des dépenses contraintes (alimentation, transport etc.), sont les grands perdants du retour de la hausse des prix. Leur pouvoir d'achat recule, l'indexation globale des salaires sur les prix ayant peu ou prou disparu en Europe. Et il n'y a pas, pour l'instant, de spirale inflationniste, c'est-à-dire de contagion prix-salaires.

Article de Claire Guélaud, Le Monde, le 10 juillet 2008.

G8 : Le Groupe du G8 est un groupe de discussion et partenariat économique de huit pays les plus puissants économiquement du monde : les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada et la Russie. Ensemble, les pays du G8 représentent 61 % de l'économie mondiale.

Pays émergents : Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud.

Plus-value : C'est la partie du travail qui n'est pas rémunérée. Les ouvriers créent une certaine valeur qui est supérieure aux salaire perçue. Chez Marx, elle est la source du profit.

(1) Monétariste : Relatif au monétarisme, qui en est partisan. Le monétarisme est un terme apparu à la fin des années 60 pour qualifier un courant de pensée économique pour lequel l'action de l'État en matière monétaire est inutile voir nuisible. Le chef de file de ce courant est Milton Friedman qui a recherché à réhabiliter la théorie quantitative de la monnaie contre le paradigme dominant de l'époque, le keynésianisme.

(2) Inflation : Augmentation durable du niveau des prix.

(3) PNB (Produit National Brut) : C'est la somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises nationales d'un État quel que soit le lieu de leur résidence. PNB = PIB + revenus de facteurs versés par le reste du monde - revenus de facteurs versés à l'étranger.

(4) Keynésien : Relatif aux théories de l'économiste J.M Keynes, qui en est partisan. Le keynésianisme est une école de pensée économique fondée par l'économiste britannique Keynes. Ses adeptes plus ou moins critiques du libéralisme économique ont retenu sa position en faveur de l'intervention active de l'État au sein de l'économie, à certains moments précis, pour assurer le plein emploi. Ce courant, qui s'opposait à l'école néoclassique a été dominant de 1945 jusqu'aux années 1970, voire 1980 dans certains pays.

(5) Marxiste : Qui concerne le marxisme. Qui en est partisan. Ensemble des conceptions philosophiques, économiques, sociales et politiques de Karl Marx, de Engels et de leurs continuateurs. Pour le marxisme: la lutte des classes est le moteur de l'histoire ; le projet de révolution socialiste et de réalisation du communisme s'inscrit dans cette perspective. L'antagonisme des classes tenant à la place que celles-ci occupent dans la production matérielle, l'analyse des conditions économiques de production capitaliste, l'analyse des conditions économiques de production, et plus particulièrement l'analyse du mode de production capitaliste (avec la théorie de la plus-value).

(6) Déflation : Baisse du niveau des prix.

(7) Désinflation : Diminution du taux d'inflation, c'est-à-dire du niveau des prix.

(8) Mondialisation : Un autre terme pour évoquer la mondialisation : la « Globalisation « . Création de réseaux de production et d'information.

(9) TVA(Taxe sur la valeur ajoutée) : La TVA est un impôt indirect sur la consommation.

AUSTRALIE

J.O. de Pékin : présence australienne au plus haut niveau !

Le Premier ministre australien, Kevin Rudd, a confirmé à la mi-juin qu'il assisterait à la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin. Répondant ainsi à une " invitation personnelle du Président chinois ".
En voyage officiel en Chine en mai dernier, Mr Kévin Rudd a expliqué cette présence à Pékin, du 7 au 10 août 2008, par sa volonté de " *soutenir l'équipe olympique australienne qui sera la plus importante jamais envoyée à des Jeux Olympiques à l'étranger* ". Mais cette équipe ne défilera pas à la cérémonie d'ouverture. Dans ce même communiqué, il a annoncé qu'une présence australienne au plus haut niveau, en la personne du Gouverneur Général (représentant officiel de la Reine Elizabeth d'Angleterre, chef de l'État dans ce pays du Commonwealth), Sir Michael Jeffery, assisterait à la cérémonie de clôture de J.O. de Pékin.

MÉLANÉSIE

Paludisme : un programme d'éradication totale en Mélanésie

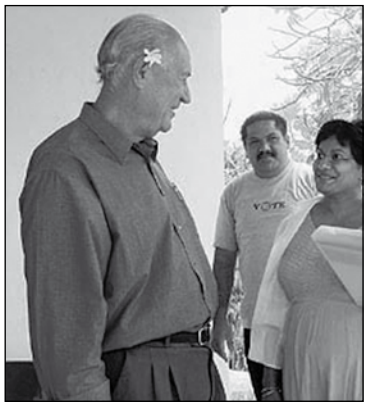
Les efforts en vue d'éradiquer le paludisme (appelé aussi malaria) sont en passe de s'intensifier. L'objectif est désormais fixé à 2015, pour une éradication totale dans les trois pays mélanésiens concernés (Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon).
De nombreuses poches de résistance y sont encore présentes dans ces trois pays. C'est une épidémie qui touche majoritairement les enfants et continue de constituer un facteur significatif de mortalité.
Le gouvernement australien a décidé de mettre les mains à la poche en injectant 25 millions de dollars (près de 2 milliards CFP) pour ce programme d'éradication. Intensification des campagnes de prévention et de sensibilisation, y compris la distribution en masse de moustiquaires imprégnées d'un produit chimique appelé la perméthrine.

AGENDA

USTKE
11 au 15 Août : Stage moyen (Vallée-du-Tir)
15, 16, 17 Août : Bingo à la Maison des Syndicats (Vallée-du-Tir)
8 au 10 Septembre : Stage Communication (Vallée-du-Tir)
3 au 7 Novembre : Stage de base (Vallée-du-Tir)
Parti Travailliste
9 Août : Directoire politique (Mont-Dore)
20 - 21 septembre : Séminaire politique (Paita)
4 octobre : Directoire politique (Lifou)

ILES COOK

Putsch manqué des nobles : la police enquête



Sir Terepai Maoate, Vice-Premier Ministre des Iles Cook.

A Rarotonga, mi-juin : La police des Iles Cook a ouvert une enquête à la suite de la proclamation d'un groupe de chefs coutumiers membres du Conseil coutumier consultatif local "Ariki", de la dissolution du gouvernement.
Ces nobles avaient entrepris de s'autoproclamer nouveaux dirigeants de cet archipel, à la place du gouvernement local élu.
Pat Tasker, chef de la police locale, a confirmé qu'une enquête avait été ouverte, à la demande du gouvernement afin de déterminer la légalité de ces agissements. Ces investigations concernent en particulier les agissements et la présence dans cet archipel d'un certain Bruce Mita. D'origine Maori de Nouvelle-Zélande, il est perçu comme le principal instigateur de ces agissements ayant pour seul but : une reprise du contrôle des ressources foncières de l'archipel, en particulier les ressources sous-marines. Ces derniers mois, Bruce Mita s'était présenté à plusieurs reprises comme étant le mandataire de courtiers New-yorkais.
Sir Terepai Maoate, Vice-Premier ministre des îles Cook, a estimé devant le Parlement que ce groupe avait probablement été "mal influencé". Il a incité les membres de ce groupe à se rendre à une réunion, dans le courant de la semaine du 16 juin, au cours de laquelle le gouvernement se propose de leur rappeler les règles élémentaires régissant le fonctionnement de cet État indépendant associé à la Nouvelle-Zélande, y compris sur les modalités de formation d'un gouvernement. Déplorant au passage le "manque de respect" des membres de son clan, le chef suprême de la maison Ariki, Pa Tepaeru Ariki, s'est par ailleurs désolidarisé des récents actes de ce groupe de nobles placés sous son autorité tutélaire.
Des précisions devront apparaître prochainement dans cette affaire et les responsables éventuels feront l'objet de poursuites judiciaires pour leurs actes illégaux. Ce groupe de chefs, représentant 8 des 15 membres de la maison Ariki, a matérialisé son putsch par une proclamation solennelle, le 12 juin, sur l'un des Marae (places coutumières de réunion).

Hommage à Pépé Bouquet (1923-2008)

Ces derniers temps, Pépé Bouquet était malade. Il est décédé le 11 mai dernier. Avec émotion et espoir, de nombreuses personnes lui ont rendu hommage au cimetière du 6ème km. Celles et ceux qui l'ont connu au syndicat, avaient souligné son attachement au combat qu'il menait auprès des siens.

Grand, costaud, fort et athlétique, des qualificatifs qui reviennent souvent de la bouche de ses enfants chéris. Rempli d'amour, il distribuait beaucoup d'éclats de rires autour de lui, il savait se donner aux autres. Parfois sévère pour les élèves à qui il a enseigné dans les écoles primaires, allant de la tribu de Pothé, en passant par un établissement scolaire à Koné, faisant même un détour dans l'extrême Nord, et plus particulièrement à Koumac où la plupart de ses filles y sont nées. Il a également donné des cours élémentaires à des élèves d'Amo Kassiori dans la région de Kouaoua. Il n'a jamais hésité à mettre les pieds dans le plat pour se faire entendre et défendre la cause des Kanak, celle du juste combat. Coriace, ce grand homme ne s'est jamais laissé démonter. En dépit des difficultés de l'époque coloniale, il a toujours éduqué ses enfants de manière correcte, même à la mort de sa femme en 1961, il a assumé pleinement ses responsabilités de père.

Nom familier : Pépé Bouquet

Pourquoi ce nom ? Tout d'abord car c'était le plus âgé des jeunes qui ont créé l'USTKE au début des années 80. Et puis, il était déjà grand-père à 55 ans, l'âge où il a pris sa retraite à Poindimié. Le nom Bouquet viendrait du fait que l'un de ses grands-pères paternel, qui était le gardien des bagnards, parlait également la langue des Arabes. Quand les bagnards furent libérés, certains avaient pour habitude d'aller à la tribu. Le gardien avait tendance à offrir un ensemble de panier de fruits et légumes (formé comme un bouquet) aux personnes qui venaient à sa rencontre et depuis, le nom est resté au sein de la famille.

Son parcours dans l'enseignement

Bernard Bouquet a eu son certificat de fin d'étude très tôt, il avait 11 ans. Il a attendu six ans plus tard pour sortir de l'École Normale de Mont Ravel. Sa deuxième fille, prénommée Yvette, se souvient bien *" qu'il nous défendaient d'être fiers car un jour ou l'autre, on se casserait la figure "*. Il remettait assez vite ses enfants à leur place quand ceux-ci déviaient de leurs chemins. Il savait écouter et transmettre le savoir, c'est ce qu'il a fait pendant près de 40 ans en sillonnant quelques villages de la province Nord. Tout d'abord, ses premières armes, Pépé Bouquet les affûtent à Bourail à la tribu de Pothé. Nombreux sont les élèves qui l'ont connu comme instituteur à Hienghène, Gomen, Ponérihouen et Lifou. Certains diront au passage : *" Ah, il était sévère mais au moins maintenant nous avons un travail ! "*. Son accès à l'éducation est notamment dûe grâce à la position de son père qui était un grand chef. A cette époque, tout le monde n'avait pas accès à l'école, à l'éducation.

La période de l'indigénat

Humilié, très perturbé et blessé par la période de l'indigénat, Pépé Bouquet évoquait souvent à ses enfants cette anecdote : " Connu comme très bon coiffeur dans les tribus avoisinantes de Pothé, Pépé Bouquet aimait couper les cheveux de son entourage. Un jour, il était entrain de tailler les cheveux de l'un de ses cousins quand un colon arriva et leur dit :

- Suivez-moi ! Et son cousin le suivit sans rien dire.

On leur faisait souvent peur. Ils n'avaient pas le droit de dire quelque chose, sinon c'était la prison. C'était terrible jusqu'où la peur pouvait les humilier, et pour le Kanak en particulier ".

De droite à gauche : *Claude (le frère aîné), Pépé Bouquet, Lambert (le benjamin), Marianne (la sœur aînée), elle porte Jeannette la benjamine des enfants, Sabine et Vincent (les parents), Léa (la femme à Claude).*
De gauche à droite (les enfants) : *Marcelle (la 5ème), Pierrette (la 4ème), Yvette (la 2ème), Paula (la 3ème).*
Photo prise en 1963 par Mr Jeanson, à la tribu de Pothé devant la case familiale.

Pendant sa période syndicale

Il était très fier quand l'USTKE manifestait dans les rues de Nouméa ou quand l'organisation syndicale bloquait les entreprises pour une raison bien précise. Quand l'USTKE apparaît dans la sphère socio-économique du pays, l'une de ses filles se souvient que son père était fier que le Kanak ne soit plus humilié mais enfin respecté. Il était très fier des enfants du pays qui revenaient avec des diplômes en poche ou des étudiants qui sortaient des universités avec des bagages assez lourds pour affronter le monde du travail. Il en était très fier.

Sa retraite (1978-2008)

1978, Pépé Bouquet prend sa retraite et s'installe à Nouméa avec ses enfants au Motor Pool. A cette époque, il s'intéresse beaucoup aux courses de chevaux. Cette passion, il la transmettra à ses filles qui n'hésiteront pas, quelques fois, à quitter le foyer discrètement sans que Pépé ne s'aperçoive de leur déplacement vers les champs de courses ! Ils déménagent de ce quartier pour aller vivre à la Vallée du Génie, puis ils s'installeront définitivement à Ducos. Depuis la création de l'USTKE, Pépé Bouquet a toujours gardé le titre de Président d'Honneur de l'organisation syndicale. Certains se rappellent de la présence du vieux dans les grandes manifestations, d'autres se souviennent qu'il a été un homme " humble et respectueux ".